

OBJECTIF ZÉRO : FAÇONNONS NOTRE DESTIN

M. Michel Sidibé, Directeur exécutif de l'ONUSIA
13 Décembre 2011
**29ème réunion du Conseil de Coordination
du Programme**

Objectif Zéro : Façonnons notre destin

Michel Sidibé

29^{ème} réunion du Conseil de Coordination
du Programme
13 Decembre 2011



ONUSIDA
PROGRAMME COMMUN DES NATIONS UNIES SUR LE VIH/SIDA

HCR UNODC
UNICEF OT UNESCO
PAM PNUD OMS
UNFPA BANQUE MONDIALE

Zéro nouvelle infection à VIH. Zéro discrimination. Zéro décès lié au sida.

Madame la Présidente, Monsieur le Vice-président, Mesdames et Messieurs les Ministres, Mesdames et Messieurs les délégués, Mesdames et Messieurs.

Je vous adresse mes salutations et vous souhaite la bienvenue à la 29^{ème} réunion du Conseil de coordination du Programme de l'ONUSIDA.

Pour donner le ton de mon rapport, permettez-moi de citer l'homme d'État américain William Jennings Bryan :

« Le destin n'a rien à voir avec la chance. C'est une affaire de choix.

Il ne faut pas l'attendre mais l'accomplir. »

Pour nous, accomplir notre destin signifie parvenir à zéro nouvelle infection à VIH, zéro discrimination et zéro décès lié au sida.

Il y a un an, sous votre impulsion et conformément à vos orientations, nous mettions en place la Stratégie *Objectif Zéro* qui décrivait notre vision et se voulait aussi une feuille de route. Et il y a six mois, malgré les graves difficultés économiques que traverse le monde, nous avons forgé ensemble une Déclaration politique historique qui a vu le jour lors de la Réunion de haut niveau sur le sida à l'initiative des Nations Unies. Le concept de valeurs partagées et de responsabilité partagée est réellement appliqué, comme cela n'avait jamais été fait jusqu'ici.

De l'Argentine à Zanzibar, le monde entier s'approprie notre vision *Objectif Zéro* et la transforme en objectifs pour les communautés locales, comme nous l'avons constaté lors de la Journée mondiale de lutte contre le sida.

La semaine dernière, je suis rentré revigoré et plein d'espoir d'Addis-Abeba où la Conférence internationale sur le sida et les IST en Afrique (ICASA) avait rassemblé 10 300 personnes de 107 pays, un record. Ces participants réclamaient plus de progrès mais aussi l'assurance que les ressources disponibles seraient utilisées plus efficacement pour continuer à intensifier les résultats impressionnants obtenus jusqu'ici.

Récemment, de nombreux dirigeants de ce monde ont évoqué le début de la fin, la réalisation de l'objectif Zéro et la réelle possibilité d'une génération sans sida : la Secrétaire d'État américaine Hillary Clinton, le Président des États-Unis Barack Obama, le Premier ministre chinois Wen Jiabao, le Président sud-africain Jacob Zuma et le Premier ministre britannique David Cameron, tous ont repris ces thèmes porteurs d'espoir. Lors du récent sommet de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), dix chefs d'État ont adopté une déclaration audacieuse en vue de réaliser l'objectif Zéro.

Nous avons tous des raisons d'être fiers. Il y a un an, les sceptiques disaient que l'objectif Zéro n'était qu'un slogan. Mais des pays, des partenaires, des hommes et des femmes du monde entier se sont appropriés notre vision et travaillent aujourd'hui à en faire une réalité.

Notre vision a pris vie et une dynamique s'est enclenchée.

Progresser malgré les difficultés

Depuis la dernière réunion de son Conseil en juin, l'ONUSIDA s'est attaché de toutes ses forces à transformer la riposte au sida pour que tout converge vers l'objectif Zéro. Le Conseil avait été bien avisé de demander au Programme commun de se concentrer sur un ensemble d'objectifs et de cibles axés sur les résultats.

Cette approche ciblée a sans doute joué un rôle déterminant pour galvaniser le monde entier afin qu'il réaffirme son engagement à l'égard de la riposte mondiale au sida.

Les objectifs ont inspiré une nouvelle unité d'action, une résolution à se concentrer sur les résultats et un intérêt à l'égard du rôle de l'ONUSIDA, de ses Coparrainants et de ses partenaires.

Notre nouveau rapport, publié à l'occasion de la Journée mondiale sida, *Une riposte plus rapide, plus intelligente, plus efficace*, montre que même en pleine crise financière, nous obtenons des résultats. Je suis fier de l'avoir présenté à Berlin avec le ministre fédéral de la Santé et le ministre fédéral de la Coopération économique et du Développement.

L'optimisme qui caractérise le monde politique quant aux progrès de la riposte au sida est étayé par les récentes avancées scientifiques. Des recherches ont confirmé il y a quelques mois que la prévention est un traitement qui peut réduire la transmission du VIH de façon spectaculaire, comme nous le constatons aujourd'hui sur le terrain. Au Botswana, au Lesotho et au Zimbabwe, l'intensification des interventions pour réaliser l'accès universel au traitement a accéléré le déclin des nouvelles infections. Signalons aussi le lancement du kit mChip, de la taille d'une carte de crédit, qui permet de dépister le VIH et d'autres maladies pour un dollar seulement.

Toutefois, je suis très préoccupé par l'étude publiée dans *The Lancet* en octobre, qui indique que le risque d'infection par le VIH pourrait être notablement accru chez les femmes utilisant des contraceptifs hormonaux injectables. Après la réunion que l'OMS prévoit d'organiser sur cette question, l'ONUSIDA, ses Coparrainants et ses principaux partenaires réfléchiront ensemble sur la conduite à tenir et à la façon de communiquer ces résultats aux pays.



Les pays font d'énormes progrès en matière de VIH et de droits de l'homme

Je tiens à féliciter l'Arménie et Fidji qui ont levé les restrictions au voyage liées au VIH depuis la dernière réunion du Conseil. Le gouvernement kenyan a institué un tribunal de l'équité en matière de VIH – une première en Afrique – qui garantit un accès à la justice aux personnes stigmatisées, victimes de discrimination ou criminalisées. J'ai été très satisfait que les membres du Conseil de coordination du Programme aient pu voir de leurs propres yeux quelques-uns des progrès accomplis par le Kenya, à l'occasion de leur récente visite de terrain dans ce pays et notamment dans le village du Millénaire de Sauri.

Lors d'une visite à Chengdu en Chine, j'ai constaté avec fierté que des programmes de prévention du VIH audacieux et innovants ciblant les populations vulnérables étaient mis en œuvre. Il y a quelques années, la Chine appliquait une politique de tolérance zéro à l'égard des consommateurs de drogues, et le nombre de nouvelles infections ont grimpé en flèche dans cette population. Aujourd'hui, le traitement de substitution à la méthadone est très largement disponible dans le cadre d'un des plus grands programmes de réduction des risques en Asie. Un autre programme mis en œuvre par la société civile et le gouvernement local fournit aux hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes des services de prévention qui sauvent des vies.

Beaucoup reste à faire pour renforcer les liens entre la riposte au sida, les droits de l'homme et la justice sociale. Savoir comment la riposte au sida peut être maintenue dans les pays en mutation comme l'Égypte, la Libye, le Sud-Soudan et la Tunisie me préoccupe beaucoup. En Europe de l'Est et en Asie centrale, le nombre de nouvelles infections chez les consommateurs de drogues par injection continue d'augmenter.

Pour être efficaces, les investissements dans la riposte au sida doivent intervenir dans un contexte favorable et ne pas être freinés par de mauvaises lois et de mauvaises politiques. Je suis reconnaissant au Conseil d'envisager une réunion de haut niveau sur l'environnement juridique des pays et son impact sur les services de prévention et de traitement du VIH. La Commission sur le VIH et le droit finalise actuellement ses travaux et j'attends avec intérêt de pouvoir prendre connaissance de son rapport final et de ses recommandations pour aider les pays à changer leurs lois et faciliter l'accès à la justice pour les populations vulnérables.

Le Royaume-Uni et les États-Unis d'Amérique ont également annoncé qu'ils tiendraient compte de la situation des droits de l'homme, notamment pour les personnes les plus vulnérables, dans leurs décisions en matière d'aide extérieure.

Un lien entre science et changement social

Aujourd'hui, je suis fier de voir comment la riposte au sida nourrit le lien entre science et changement social. Dans la province sud-africaine du KwaZulu Natal où la prévalence du VIH est l'une des plus élevées au monde, j'ai vu comment les communautés utilisent la riposte au VIH pour donner aux familles un accès aux services d'éducation, aux soins pédiatriques, au dépistage de la tuberculose, du cancer de l'utérus et du cancer du sein, et même aux soins dentaires. Et pour la première fois en plus de 200 ans, un roi zoulou, Sa Majesté Goodwill Zwelethini, promeut la circoncision masculine médicalisée et volontaire auprès des garçons et des hommes zoulous.

En octobre, l'ONUSIDA a organisé dans les locaux de CAPRISA une table ronde rassemblant des chercheurs et des responsables africains de la planification et de la mise en œuvre, pour réfléchir aux moyens de mettre les avancées scientifiques au service des populations. Nous avons la chance de compter parmi nous le professeur Salim Abdool Karim et le professeur Quarraisha Abdool Karim à l'occasion du Conseil de coordination du Programme, et je vous invite tous à participer demain à leur présentation consacrée à CAPRISA.

La riposte au sida, un point d'entrée

L'ONUSIDA continue à s'appuyer sur la riposte au sida pour atteindre des objectifs plus larges en termes de santé et de développement, comme en témoigne sa participation au lancement très médiatisé de l'alliance Pink Ribbon Red Ribbon à Washington. J'étais honoré de participer aux côtés du Président George W. Bush et de la Secrétaire d'État Hillary Clinton à cette démonstration appuyée du soutien consensuel de l'Amérique à la lutte contre le sida, marquée aussi par notre résolution commune pour éviter que des femmes déjà frappées par le VIH meurent d'un cancer de l'utérus.

Lors de la Réunion de haut niveau des Nations Unies sur les maladies non transmissibles, les programmes de lutte contre le VIH ont été reconnus comme la première réponse à grande échelle à une maladie chronique dont on pourrait tirer des leçons et des modèles. Dans le même ordre d'idées, la lutte contre le sida a été identifiée comme un fer de lance pour agir sur les déterminants sociaux de la santé lors de la Conférence mondiale de Rio en octobre.

Je suis très heureux de l'élan enthousiaste qui se crée dans les 22 pays prioritaires du Plan mondial pour éliminer les nouvelles infections à VIH chez les enfants et maintenir leurs mères en vie (Plan mondial). Avec le Plan d'urgence du Président des États-Unis pour la lutte contre le sida et d'autres partenaires, nous constatons qu'un nombre croissant de pays lancent des



plans nationaux pour éliminer la transmission de la mère à l'enfant, notamment en Éthiopie où j'ai eu le privilège d'être associé à un tel lancement la semaine dernière. Si vous restez mobilisés à nos côtés, nous parviendrons à ce que d'ici 2015, plus aucun enfant ne naisse avec le VIH. Vous n'êtes pas seuls pour mener ce combat. La communauté internationale doit réagir maintenant à l'impulsion que vous avez donnée. Nous devons travailler ensemble pour garantir le financement de ces actions. C'est désormais la tâche la plus urgente à laquelle le Groupe mondial de direction du Plan mondial doit faire face.

Nous constatons un enthousiasme croissant chez les jeunes qui demain nous amèneront à l'objectif Zéro. Ces jeunes exploitent pleinement les outils des médias sociaux. Avec CrowdOutAIDS, notre projet de sollicitation des internautes, ils donnent forme en ligne et en temps réel à la nouvelle stratégie de l'ONUSIDA qui s'adresse aux jeunes.

Les partenariats avec le secteur privé restent une priorité stratégique pour l'ONUSIDA, et un moyen d'action incroyablement puissant. Grâce à notre partenariat mondial avec la Standard Bank, nous avons encouragé des milliers de personnes à faire le test du VIH au Nigeria, en Afrique du Sud et en Ouganda à l'occasion de la Journée mondiale de lutte contre le sida. Ce même jour, Sir Richard Branson, le PDG de Virgin Atlantic, a « tweeté » au profit de la campagne mondiale de lutte contre le sida de l'ONUSIDA « Be an Activist » (Sois militant) pour toucher des millions de supportaires. J'espère aussi que vous avez été nombreux à remarquer le message publié par Chevron et l'ONUSIDA dans des journaux du monde entier, sous le titre « AIDS is going to lose ». Notre partenariat avec l'agence de presse Chine nouvelle a élargi la portée des annonces d'intérêt public de l'ONUSIDA, désormais diffusées, de Times Square jusqu'à la place Tiananmen et au delà.

Le rôle des BRICS dans la gouvernance mondiale

L'ONUSIDA invite le groupe des BRICS à prendre une plus large part dans la gouvernance de la riposte mondiale au sida. Je me suis rendu en visite officielle dans chacun de ces cinq pays depuis la dernière réunion du Conseil. À Pékin, l'OMS et l'ONUSIDA ont rassemblé les ministres de la santé des BRICS en vue de formuler un nouveau programme de coopération Sud-Sud pour accélérer l'innovation technologique en matière de santé.

Notre partenariat avec le gouvernement russe a contribué de manière décisive au succès du Forum OMD 6 à Moscou, cadre d'un engagement sans précédent avec de hauts dirigeants russes dans la riposte au sida, et du lancement de l'ambitieux plan d'action pour l'OMD 6 en Europe de l'Est et en Asie centrale.

En Inde, qui figure au troisième rang des pays du monde comptant le plus de personnes vivant avec le VIH, les résultats sont impressionnants. Une étude récente de la Banque mondiale a montré que ces dix dernières années, ce pays avait évité quelque 3 millions de nouvelles infections à VIH et qu'il était en passe de réaliser l'ODM 6 bien avant la date butoir de 2015.

Ces derniers mois, l'ONUSIDA s'est engagé avec le gouvernement indien pour faire en sorte que des médicaments génériques de qualité restent disponibles pour tous les pays. J'ai accueilli avec une grande satisfaction la déclaration du ministre du Commerce Anand Sharma annonçant qu'il rejeterait toute demande d'inclusion de clauses d'exclusivité des données dans les accords de commerce bilatéraux. Lors de la récente conférence marquant le dixième anniversaire de la Déclaration de Doha, j'ai invité les pays à mieux utiliser les flexibilités de l'Accord sur les ADPIC mais aussi à se méfier des dispositions dites ADPIC Plus pouvant limiter l'innovation, la production nationale d'antirétroviraux et l'accès à des médicaments indispensables.

Ce fut un honneur de commémorer la Journée mondiale de lutte contre le sida en Chine avec le Premier ministre Wen Jiabao, d'autres ministres influents du gouvernement chinois et des personnalités publiques de premier plan. Nous avons constaté combien la Chine était disposée à jouer son rôle dans la riposte mondiale au sida quand M. Wen a annoncé que son pays compléterait le budget national affecté à cette cause. Qu'il s'agisse d'intensifier rapidement la riposte ou de transférer des technologies, l'apport de la Chine est essentiel pour mettre en place un programme viable au plan social.

Depuis la dernière réunion du Conseil, nous cherchons comment mettre notre Cadre d'investissement à la disposition des pays. Ce cadre vise à permettre aux pays d'utiliser des ressources limitées d'une manière plus ciblée et axée sur les résultats. Il est conçu pour créer un espace politique où les pays pourront échanger autour de thèmes comme les valeurs partagées, les investissements judicieux, l'investissement durable et la responsabilité mutuelle.

Nous travaillons aussi avec la Banque mondiale au lancement d'une nouvelle initiative essentielle pour aider les pays à renforcer l'efficacité, l'efficacités, le financement et la viabilité de leur riposte au sida.

Ces efforts ne doivent pas servir qu'à orienter les investissements communs et à cibler l'utilisation de ressources limitées ; ils constituent une approche à part entière pour optimiser l'utilisation des ressources.



Un nouveau contrat mondial

Réaliser les objectifs de la Déclaration politique sur le VIH/sida passe par des ripostes nationales plus audacieuses, plus ciblées, axées sur les résultats et responsables. Ces six derniers mois, certains pays ont fait d'énormes progrès, illustrant de façon tangible l'appropriation nationale en marche.

Cinq pays d'Afrique subsaharienne (Afrique du Sud, Botswana, Kenya, Namibie et Lesotho) contribuent désormais à leur riposte nationale au sida, pour un total cumulé de plus de deux milliards de dollars par an. Des pays comme l'Angola, le Gabon et les Seychelles contribuent via leur budget national à hauteur de 65 % au moins aux dépenses liées au VIH.

L'Afrique du Sud a réagi en élaborant l'un des programmes nationaux de lutte contre le sida les plus ambitieux de la planète, qui alloue chaque année plus de 1,2 milliard de dollars de financements nationaux au soutien de la riposte du pays.

J'ai récemment organisé une consultation d'une journée pour des représentants de l'Union africaine, de la Commission économique pour l'Afrique et de la Banque africaine de développement, afin d'évaluer comment l'Afrique pourrait jouer un rôle moteur. J'adresse toute ma reconnaissance au Premier ministre éthiopien Meles Zenawi, qui a accepté de convoquer une réunion de crise rassemblant les chefs d'État africains pour évoquer le financement de la lutte contre le sida dans le contexte international.

Récapitulons : aujourd'hui, notre solide vision et notre Stratégie *Objectif Zéro* font consensus. Nous avons obtenu un engagement politique de haut niveau pour créer un nouveau projet viable au plan financier, mais aussi au plan social.

La menace qui nous guette

Toutes les pièces sont en place mais une sombre menace nous guette, le déclin alarmant du financement international de la lutte contre le VIH.

Pour la première fois, les espoirs de millions de personnes ont été suspendus, avec la décision du Conseil d'administration du Fonds mondial de reporter la série 11.

La situation que vit le Fonds mondial depuis quelques mois m'inquiète et me préoccupe énormément. Le Fonds est un partenaire irremplaçable, qui joue un rôle central dans la réalisation de notre vision et des objectifs et engagements fixés par les États Membres des Nations Unies lors de la Réunion de haut niveau.

Après le rapport du comité d'examen indépendant et la récente réunion du Conseil d'administration à Accra, j'ai beaucoup réfléchi à ce que l'ONUSIDA pouvait faire concrètement pour mieux soutenir le Fonds mondial et les pays chargés de la mise en œuvre pendant cette période difficile.

L'une des mesures les plus utiles et les plus immédiates que nous prendrons sera de mettre à disposition une petite équipe de nos cadres les plus expérimentés et les plus compétents au plan financier pour aider les pays à gérer les risques, mieux intégrer le financement de contrepartie et optimiser l'utilisation des fonds. Dans les prochains mois, je veillerai à ce que nous augmentions substantiellement notre soutien à la vingtaine de pays où l'impact est le plus élevé, ainsi qu'aux autres pays où le Fonds mondial est très présent.

Il faut que le Fonds mondial surmonte cette crise. D'après les conclusions des récentes missions de l'ONUSIDA et l'analyse que nous avons entreprise, il est clair que nous vivons un moment décisif.

Des personnes sous traitement depuis des années sont maintenant en danger. Si le Fonds mondial ne continue pas à soutenir l'intensification des services de traitement dans les trois prochaines années, nos modélisations suggèrent que jusqu'à 700 000 personnes en Afrique subsaharienne seraient en danger de mort. Même si les niveaux de financement sont maintenus, nous serons confrontés à de sérieuses difficultés.

Ce prix est inacceptable pour les personnes et les pays qui continuent à placer leurs espoirs dans le Fonds mondial. Et nous pâtirons tous de cette situation, non seulement à cause des souffrances humaines qu'elle engendrera mais aussi avec l'émergence de troubles sociaux et de mouvements de protestation que nous voulons tous éviter.

La même logique s'applique aux programmes de prévention, en particulier pour les populations vulnérables. Ne pas intensifier les actions pour atteindre les cibles de la Déclaration politique relèverait d'une approche à courte vue, inacceptable sur le plan éthique.

Ce n'est pas le moment d'arrêter nos investissements. Si nous ne saisissons pas l'occasion maintenant, les coûts vont tout simplement grimper en flèche et l'objectif zéro deviendra hors de portée.

C'est pourquoi j'ai renouvelé mon appel pour l'introduction d'une taxe mondiale sur les transactions financières. Si une telle taxe pouvait générer chaque année 400 milliards de dollars, moins de 1,5 % de cette somme suffirait pour boucler le budget de la riposte mondiale au sida.



Nous pourrions non seulement éliminer les nouvelles infections chez les enfants d'ici 2015, mais aussi mettre 15 millions de personnes sous traitement et donc leur sauver la vie, diviser par deux le nombre de décès liés à la tuberculose chez les personnes vivant avec le VIH, entre autres choses. Je vous demande de transmettre mon appel à votre gouvernement et à vos partenaires pour qu'il devienne une réalité avant la prochaine réunion de notre Conseil.

La confiance des donateurs

Même pendant cette crise financière, la confiance à l'égard du Programme commun reste forte. Je suis reconnaissant à tous nos donateurs, notamment à ceux qui ont augmenté leur contribution cette année, à savoir l'Australie, la Finlande, l'Espagne, la Pologne, Monaco et Israël. Je souhaite également la bienvenue à la République de Corée et à la République de Turquie, deux nouveaux donateurs importants pour nous. Grâce au soutien de tous ses donateurs, l'ONUSIDA a maintenu tous ses financements en 2011.

Une organisation transformée, alignée sur notre Stratégie

Alors que les pays envisagent un nouveau Cadre d'investissement, l'ONUSIDA joindra le geste à la parole en s'adaptant pour pouvoir remplir correctement sa mission aujourd'hui et à l'avenir. L'approche plus rapide, plus intelligente, plus efficace s'applique aussi au fonctionnement interne de l'ONUSIDA.

La structure interne, les processus, l'allocation des ressources, la prise de décisions, la responsabilité et le savoir-faire du personnel de l'Organisation seront alignés sur sa vision, sa Stratégie et les cibles et engagements de la Déclaration politique. Il nous incombera de mobiliser les Coparrainants et nos partenaires pour atteindre ces objectifs.

Il y a quelque temps, je vous faisais part de notre projet d'étude fonctionnelle pour nous assurer que le Secrétariat est en mesure de piloter efficacement notre Stratégie. Ces derniers mois, avec l'aide de McKinsey & Company, nous avons analysé notre organisation en profondeur, et identifié les faiblesses que nous devons corriger mais aussi les forces sur lesquelles nous pouvons nous appuyer.

J'aimerais aujourd'hui vous expliquer où j'entends mener l'organisation que vous m'avez confiée en me nommant directeur exécutif, et les changements que cela suppose.

Notre principal objectif est de veiller à ce que la structure interne de l'ONUSIDA soit alignée sur sa Stratégie et sur les dix objectifs et engagements de la Déclaration politique, d'améliorer le déploiement du personnel pour obtenir de meilleurs résultats et optimiser les ressources et de réduire nos frais de fonctionnement globaux.

Jusqu'ici centrée sur son siège, notre organisation devra à l'avenir se consacrer davantage sur l'obtention de résultats dans les régions et les pays. Cela passe par un siège à l'effectif réduit remplissant un rôle plus ciblé et stratégique, des équipes d'appui aux régions plus solides et axées sur les résultats et une palette de talents plus large, en particulier dans la vingtaine de pays où l'impact est le plus élevé. À terme, nous entendons déployer 75 % du personnel de l'ONUSIDA sur le terrain, au lieu de 60 % environ aujourd'hui.

Nous devrions gagner en efficacité, réduire nos coûts de 20 à 25 % au cours du prochain exercice biennal, et économiser 40 millions de dollars. Nos coûts ayant monté en flèche depuis un an suite à l'appréciation continue du franc suisse par rapport au dollar, les mesures que j'envisage pour préparer l'ONUSIDA pour l'avenir nous mettront sur une voie financière saine et démontreront que nous restons un modèle en matière d'optimisation des ressources.

En réduisant l'effectif de son siège et en améliorant la productivité de ses fonctions d'appui, l'ONUSIDA deviendra une référence. Je suis convaincu que cette rationalisation et les nouveaux processus nous galvaniseront et fixeront l'orientation qui permettra à notre personnel, tellement engagé et talentueux, de nous rapprocher plus vite de l'objectif Zéro.

Je présente mes condoléances à notre collègue de l'ONUSIDA Bernhard Schwartlander. Il est dans l'incapacité d'être avec nous aujourd'hui en raison du récent décès de son père.

Je voudrais conclure en rappelant le souvenir de notre ami Marcel van Soest, le directeur exécutif de la Campagne mondiale de lutte contre le sida qui nous a quittés en septembre. C'était un grand ami de l'ONUSIDA, un précieux collaborateur du Comité et un solide partenaire de notre mouvement. Il restera présent dans nos cœurs.

Merci.



Michel Sidibé
Directeur exécutif

ONUSIDA
20 AVENUE APPIA
CH-1211 GENÈVE 27
SUISSE

Tél.: (+41) 22 791 36 66
Fax: (+41) 22 791 48 35
courriel: distribution@unaids.org

www.unaids.org